



Bulgarie : l'UE couvre une fraude électorale ! Le gouvernement est-il illégalement en fonction ?



Scandale en Bulgarie, État membre de l'UE ! Une fraude électorale clairement documentée, que même la plus haute cour bulgare a dû reconnaître. Mais pourquoi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, continue-t-elle à cajoler les fraudeurs électoraux ? Pourquoi les médias d'État gardent-ils le silence ? Aidez-nous à faire connaître ce scandale partout !

Lors des dernières élections législatives en Bulgarie, le 27 octobre 2024, une fraude électorale scandaleuse s'est produite, qui pourrait ébranler les fondements de toute l'Union européenne. C'est la conclusion d'une enquête d'investigation menée par Kla.tv, qui s'appuie sur des témoignages et des documents filmés publiés :

Pour entrer au Parlement en Bulgarie, un parti doit obtenir 4 % des suffrages exprimés. Après le dépouillement, le parti d'opposition Velichie a obtenu 3,999% des voix. Le parti Velichie n'a donc pas atteint le pourcentage de voix requis de 4 % et n'a pas pu entrer au nouveau Parlement bulgare.

[Informations télévisées bulgares :] Il manquait 29 voix à Velichie pour entrer au Parlement. Et le parti reste définitivement en dehors de l'Assemblée nationale.

La tête de liste du parti Velichie, Ivelin Mihaylov, témoigne que le résultat de 3,999 % lui avait déjà été annoncé AVANT la fin du dépouillement lors d'une conversation confidentielle : "Pendant ce temps, entre 11h00 et 17h30, j'ai reçu un appel téléphonique avec une offre de 100 millions d'euros pour être subordonné à Delyan Peevski. 100 millions d'euros, ou si je refusais, le parti ne passerait pas, il obtiendrait 3,99 %, et ce qui se passerait, c'est que je serais arrêté... J'ai même eu un communiqué de presse avant la fin du dépouillement, parce que pendant le dépouillement, il semblait que Velicje allait passer. J'ai reçu des appels de plusieurs chaînes de télévision me demandant un commentaire et j'ai dit que non, Velicje ne passerait pas parce que j'avais refusé cette offre de pot-de-vin. Et à 17h30, le résultat final était connu. Le dépouillement a duré 6 heures et demie, si bien qu'il a manqué 21 voix à Velicje pour entrer à l'Assemblée nationale. Pour démontrer leur force et montrer qu'ils ont pu organiser le vote à une voix près comme ils le souhaitaient, le score était alors de 3,999 %."

Manifestement, le gouvernement bulgare actuel ne recule devant aucun moyen pour corrompre les véritables opposants ou les menacer de la manière la plus massive qui soit ! Pourtant, la déclaration de Mihaylov ne serait que la pointe de l'iceberg d'un gigantesque marécage de fraudes !

Pour dénoncer cette fraude électorale du gouvernement corrompu, le parti d'opposition Velichie, ainsi que d'autres députés du précédent parlement bulgare, ont déposé un recours contre les résultats devant la Cour constitutionnelle bulgare. Sur la base de témoignages

crédibles et de films, Velichie a pu mettre en lumière la fraude électorale devant le tribunal. Parmi une multitude de vidéos de preuves et de témoignages publiés sur différents sites web, nous ne montrons ici que quelques exemples.

Les trois vidéos suivantes sont des enregistrements de caméras de surveillance officielles qui doivent être installées dans les isoloirs conformément à la loi bulgare. Au moment de l'enregistrement vidéo, le vote était déjà terminé, les bureaux de vote étaient fermés aux citoyens et le dépouillement des votes était en cours. Pour comprendre la fraude, la remarque préliminaire suivante est importante : En Bulgarie, chaque bulletin de vote doit être tamponné par le superviseur électoral sous les yeux de l'électeur et un coin du bulletin doit être coupé ou déchiré. C'est une condition préalable pour que le vote soit considéré comme valide.

[Vidéo 1]

Dans cette vidéo, on voit un membre du personnel électoral arracher des coins de bulletins de vote pendant le dépouillement. Pourquoi aucun des autres membres du personnel électoral ne dénonce-t-il cette fraude évidente ? L'ensemble de l'équipe électorale semble participer à la corruption.

[Vidéo 2]

Dans ce bureau de vote, on fait d'abord passer discrètement un tampon, puis une paire de ciseaux. Répétons-le encore une fois : Les bulletins de vote ne doivent jamais être tamponnés ou coupés après coup pendant le dépouillement ! Et cela se fait même par piles ici, il y a donc une fraude massive ! Ensuite, on voit comment les bulletins de vote sont froissés et même, à la fin, jetés par piles dans la corbeille à papier.

[Vidéo 3]

L'enregistrement suivant est particulièrement explosif, car la répartition des voix est discutée ouvertement pendant le dépouillement. Apparemment, certains partis peuvent même espérer obtenir des voix.

[Agent électoral 1] : "Qu'est-ce que tu calcules dans le noir ?"

[Agent électoral 2] : "Ceux du GERB me demandent plus 25".

[Agent électoral 1] : "Aha, ils veulent..."

[Agent électoral 2] : "Ils veulent 7 [pour ITN], 12 [pour Wasraschdane], 18 [pour GERB], 26 [pour PPDB], 28 [pour BSP], 8 [pour DPS]".

La Cour constitutionnelle bulgare a dû reconnaître la fraude électorale, si bien que Velichie est entré au Parlement avec dix députés après l'annonce du jugement le 13 mars 2025. Le tribunal n'a contrôlé qu'environ 15 % des isoloirs selon le principe de l'échantillonnage. Ce qui reste scandaleux dans ce jugement, c'est que le tribunal n'a pas autorisé une vérification ou un recomptage dans tous les isoloirs. Ainsi, l'ampleur réelle de la fraude électorale reste encore obscure. Ivelin Mihaylov a fait les commentaires suivants à ce sujet :

"Velichie aurait obtenu deux ou trois fois plus de voix, car j'avais moi-même reçu des informations pendant le vote de la part des agences d'étude sociologique qui étudiaient les résultats. Et nous avons d'abord eu un score très élevé. Ensuite, nous avons aussi dans les services d'information nos sympathisants qui nous ont dit qu'une fois, vers 15h30, ils nous ont pris des voix et la deuxième fois, cette personne du service d'information a dit : "Je n'ai jamais vu une réduction aussi brutale, où l'on nous a retiré au moins 150 000 voix".

L'arrêt de la Cour du 13 mars 2025 a logiquement modifié la composition du Parlement

bulgare. Cependant, le Premier ministre et le Conseil des ministres n'ont été élus qu'avec une majorité de 8 voix, celles de députés qui n'avaient pas été élus légalement, et qui ont perdu leur mandat après le jugement. Lors d'une conférence de presse, Mihaylov a donc souligné l'illégitimité du gouvernement élu :

"Hier, nous avons mené une enquête pour déterminer combien de députés dont l'élection a été jugée illégale par la Cour constitutionnelle ont participé à l'élection du Premier ministre et du Conseil des ministres. Et il s'est avéré que huit députés ont participé à l'élection du Premier ministre. Nous les avons nommés. Alexander Markov, Andrej Valchev, Emil Trifonov, Eshrev Eshrev, Ivan Kyuchukov, Pavlin Yotov, Temenushka Petkova. Si nous retirons ces huit députés de l'élection du Conseil des ministres et du Premier ministre, il s'avère que la majorité requise pour l'élection de ce gouvernement n'existe pas, ce qui rend illégales toutes ses décisions prises après le 16 janvier 2025, et nous entamerons des consultations avec d'autres partis afin de demander à la Cour constitutionnelle d'annuler les décisions du Conseil des ministres, car elles sont illégales. Cela peut être observé dans la pratique lorsque nous concluons une transaction et qu'il s'avère que la transaction précédente était frauduleuse d'une manière ou d'une autre, que quelque chose ne s'est pas déroulé correctement, que la personne qui a conclu la dernière transaction perd tous ses droits ou qu'après l'irrégularité, toutes les actions ultérieures sont illégales. Il en va de même pour l'élection de l'Assemblée nationale et du Premier ministre : Si nous avons des députés élus illégalement et qu'ils ont participé à une décision aussi importante, cela signifie que l'Assemblée nationale et le Conseil des ministres sont illégitimes et que tous leurs actes devraient être illégitimes depuis lors."

Après la décision du tribunal, Velichie a également remis les documents relatifs à la fraude électorale à l'UE à Bruxelles, protestant ainsi contre la fraude électorale avérée. A ce jour, la Commission européenne, dirigée par Ursula von der Leyen, n'a toutefois pas réagi à ce scandale de fraude électorale en Bulgarie, pays membre de l'UE. Au contraire, Ursula von der Leyen continue d'embrasser et de serrer dans ses bras l'ancien chef du gouvernement bulgare Boyko Borisov, qui continue de tirer les ficelles du parti au pouvoir dans l'ombre. Ce scandale en Bulgarie soulève de graves questions en ce qui concerne la Commission européenne à Bruxelles et sa présidente Ursula von der Leyen :

Alors qu'elle a sanctionné les gouvernements critiques envers l'UE de Hongrie et de Pologne par une procédure dite « procédure relative à l'État de droit », la Bulgarie n'a même pas été menacée d'une telle procédure. Pourquoi Ursula von der Leyen ne réagit-elle pas à la fraude électorale avérée et aux accusations de corruption qui y sont liées ?

En Roumanie, pays voisin de la Bulgarie, les élections ont été annulées et les candidats qui auraient des chances de gagner n'ont pas été admis. L'UE exerce-t-elle une influence massive sur les élections dans les États membres afin que seuls les candidats favorables à l'UE puissent former un gouvernement ? Et même l'UE ne souhaite-t-elle pas des chefs de gouvernement européens corrompus et élus frauduleusement pour pouvoir exercer sur eux une influence considérable, voire les faire chanter ?

Le fait que les médias du système bulgare, financés par le gouvernement, n'aient pas condamné avec la plus grande fermeté cette fraude électorale révélée montre qu'il ne peut s'agir de médias libres et indépendants ! Manifestement, les médias bulgares du système couvrent la corruption et la fraude et empêchent ainsi qu'elles soient découvertes !

Chers téléspectateurs, vous voulez agir et faire quelque chose contre la corruption et la fraude électorale ? Aidez-nous à mettre ce scandale en lumière en transmettant ce documentaire à vos amis et connaissances. Montrez ainsi un carton rouge à ceux qui tirent les ficelles sans scrupules ! Merci de votre contribution pour que la corruption et la fraude électorale soient balayées de notre société ! Et pas seulement en Bulgarie.

de svw.

Sources:

Le résultat des élections du 27 octobre 2025

<https://results.cik.bg/pe202410/rezultati/index.html>

Le résultat électoral corrigé du Parlement après la décision judiciaire

<https://www.parliament.bg/bg/electionassembly51>

La décision judiciaire

<https://www.constcourt.bg/bg/act-10083>

Documents et enregistrements vidéo prouvant la fraude électorale

<https://wallofshame.velichie.bg/regions>

<https://app.velichie.bg/pe-202410-map/>

<https://www.youtube.com/watch?v=84yTFixZu3g>

Déclaration d'Ivelin Mihaylov sur l'illégitimité du gouvernement

<https://www.youtube.com/watch?v=HtLkcrUir9I>

Procédure de l'UE relative à l'État de droit

<https://osteuropa.lpb-bw.de/rechtsstaatsmechanismus-artikel-7-verfahren>

<https://danielfreund.eu/hintergrund-rechtsstaatsstrafen-fuer-polen-und-ungarn/>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.